



Éléments de discussion : Nous payons. Pourquoi pas eux ?

NOUS PÂTISSONS TOUS DES CADEAUX FISCAUX ACCORDÉS À UNE MINORITÉ

- De nombreux pays subissent des coupes dans les salaires, des suppressions d'emploi, une réduction drastique des allocations et la fermeture de services publics. Pourtant, les riches bénéficient toujours de cadeaux fiscaux, et les multinationales sont autorisées à ne payer que peu, voire pas d'impôts.
- Alors qu'une élite minoritaire exige et amasse toujours plus de richesses, les services publics de qualité – soins de santé, éducation, eau potable, protection de l'environnement – sont saignés à blanc. Une telle situation vient compromettre l'avenir des travailleurs/euses et de nos familles, et menace les fondements mêmes de nos sociétés civiles, démocratiques et égalitaires.
- Chaque année, dans les pays en développement, les pertes engendrées par l'évasion fiscale sont supérieures aux aides reçues. Il s'agirait là d'une somme suffisante pour enrayer la propagation du SIDA, fournir une éducation de base aux 72 millions d'enfants qui ne peuvent actuellement pas en bénéficier, et éradiquer deux fois la faim dans le monde.
- Dans les pays développés, on estime que l'évasion fiscale vers les paradis fiscaux représente 10 % du produit intérieur brut : des milliards sont ainsi perdus, l'investissement intérieur s'en trouve réduit, et la création de nouveaux emplois est en baisse.
- Les multinationales et les riches éludent le fisc en toute impunité. Les fonds qu'ils dissimulent dans les paradis fiscaux ont atteint un niveau record. Quatre-vingt-dix-huit des plus importantes sociétés cotées à la bourse de Londres opèrent dans les paradis fiscaux.
- Grâce à leur influence disproportionnée sur les gouvernements, les sociétés et les riches paient de moins en moins. Lorsque les systèmes d'imposition favorisent les riches, les citoyens ordinaires paient plus que leur juste part.
- Les travailleurs/euses et les pauvres paient pour les cadeaux fiscaux accordés aux sociétés et à ceux qui affichent une richesse indécente.

NOUS DEVONS DÉNONCER LES POLITIQUES FISCALES NUISIBLES EN FAVEUR DES RICHES

A l'heure actuelle, les règles fiscales internationales affaiblissent la capacité des gouvernements nationaux à collecter une part équitable d'impôts auprès des multinationales et des plus fortunés.

Pour parvenir à une justice sociale et économique, et pour mettre en place un futur viable, nous devons :

- Mettre un terme à l'évasion fiscale des multinationales et des plus riches.
- Mettre fin à cette compétition de nivellement par le bas des systèmes fiscaux entre les nations, et la remplacer par une coopération fiscale multilatérale, comprenant une taxe sur les transactions financières afin de réunir des fonds en faveur de services publics de qualité et de lutter contre le changement climatique.
- Appeler nos gouvernements à accroître les recettes par le biais de taxes progressives (pas uniquement de l'impôt sur le revenu ou de la TVA) où chacun – y compris les banques, les multinationales et les plus riches – paie sa juste part.

- Garantir la transparence et la responsabilité de l'ensemble des systèmes administratifs et des politiques fiscales, et mettre un terme aux pratiques de corruption.
- Veiller à ce que les gouvernements assument leurs responsabilités en investissant les recettes fiscales de façon appropriée et démocratique, afin d'assurer des services publics de qualité pour tous.